



La Nakba continue

Stop génocide à Gaza !

Stop nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée !

Pour les Palestinien·nes, la NAKBA - la catastrophe - désigne les massacres, les expulsions et l'exode subis entre 1947 et 1949 qui ont précédé et accompagné la proclamation de l'État d'Israël

Le 29 novembre 1947, par le vote de la résolution 181, l'ONU recommande le plan de partage qui octroie 56 % de la Palestine à un État juif et 43 % à un État arabe, et prévoit un statut international pour Jérusalem.

Mais, c'est 80% de la population arabe palestinienne qui sera expulsée, dès l'automne 1947. La moitié sera expulsée avant le 15 mai 1948.

Au total entre 1947 et 1949, 531 villages palestiniens et 11 quartiers de villes palestiniennes seront détruits ou rasés, environ 800 000 Palestinien·nes seront expulsé·es vers le Liban, la Jordanie, la Syrie, Gaza, la Cisjordanie et deviendront réfugié·es. Aux expulsions s'ajoutent confiscation et appropriation de biens, occupation des terres et gel des avoirs bancaires des Palestinien·nes.

Depuis 76 ans, l'État d'Israël fait fi des droits humains, du droit international et de l'engagement de ses fondateurs, lors de l'admission d'Israël à l'ONU en 1949, d'en respecter toutes les résolutions

Depuis 76 ans, la vie de l'ensemble des générations de Palestinien·nes est faite d'injustice et de discrimination. Exil forcé pour les réfugié·es ; citoyenneté de seconde zone en d'Israël, lois discriminatoires, emprisonnements massifs, déplacements forcés, violence de l'occupation et de la colonisation en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et blocus puis le massacre de la population à Gaza.

Israël s'approprie une partie de la culture palestinienne : archéologie, lieux de culte et supprime ce qui témoigne de l'histoire et de l'existence du peuple palestinien en tant que tel.

La Nakba continue : Un génocide est en cours à Gaza depuis 7 mois avec près de 35 000 morts et 78 000 blessé·es. L'armée israélienne bombarde et mène une offensive terrestre sur Rafah, veut de nouveau déplacer toute une population qui s'y est réfugiée. **La population palestinienne fait face à un régime d'apartheid, un nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.**

La continuation de ces violations permanentes des droits humains et du droit international malgré les condamnations de la communauté internationale a une cause simple : l'impunité dont Israël bénéficie depuis 76 ans. Cela doit cesser !

Le peuple palestinien, reste debout, tient bon.

Nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour sa liberté, son autodétermination.

Nous exigeons

Un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza

La fin de la colonisation et de l'occupation

L'application du droit au retour des réfugiés

La reconnaissance unilatérale par la France de l'Etat de Palestine dans le cadre du droit du peuple palestinien à l'autodétermination

Israël doit respecter le droit international. Il est grand temps de passer de la parole aux actes.

Nous demandons :

**L'arrêt immédiat de toute coopération militaire avec Israël et de toute livraison d'armes,
Des sanctions, dont la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël,
Des gestes diplomatiques forts, y compris la convocation et/ou le rappel des ambassadeurs,
La remise en cause des coopérations des universités françaises avec les universités israéliennes,
notamment celles qui coopèrent avec l'industrie militaire israélienne ou qui sont implantées dans
les colonies.**

Nous appelons à manifester, se rassembler partout en France sur les bases de cet appel.

À Paris, nous appelons à une manifestation samedi 18 mai à 14h place de la République

**Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens
signataires :**

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme - Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires

Paris, le 15 mai 2024